

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Cigeo-pas-de-sous-pour-financer-le-plus-gros>

Réseau Sortir du nucléaire > Presse > Nos communiqués de presse > **Cigeo : pas de sous pour financer le "plus gros projet industriel du siècle"**

12 janvier 2016

Cigeo : pas de sous pour financer le "plus gros projet industriel du siècle"

Communiqué commun de la Coordination Bure Stop et du Réseau "Sortir du nucléaire"

Le Réseau "Sortir du nucléaire" s'associe à la Coordination Bure Stop pour dénoncer le scandale autour de Cigéo.

Le décalage entre les différentes estimations publiées récemment sur les coûts de Cigéo laisse transparaître le flou total autour de ce projet que les autorités cherchent pourtant à imposer à tout prix : ni le volume, ni la nature des déchets destinés à y être stockés ne sont encore précisés.

On peut douter que les estimations fournies correspondent à la réalité. Dans tous les cas, il est manifeste que les exploitants, dans une situation financière catastrophique, ne pourront provisionner suffisamment pour ce projet délirant. Il serait inadmissible que ses coûts soient alors supportés par les générations futures.

Cher, inutile, dangereux, le projet Cigéo doit être abandonné immédiatement. La France doit arrêter ses centrales au plus vite afin de cesser la production de déchets radioactifs impossible à gérer.

Cigéo : pas de sous pour financer le "plus gros projet industriel du siècle"

Alors on arrête les frais tout de suite...

ou on engage nos descendants dans la faillite la plus

monstrueuse de l'histoire ?

Le projet Cigeo ne tient pas la route

En juin 2016, les exploitants du nucléaire (EDF, AREVA, CEA), au bord de la faillite, devront être en mesure de prouver que les fonds ont bien été provisionnés pour la gestion à long terme des déchets nucléaires qu'ils voudraient enfouir à Bure. L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) [vient de rendre son avis sur Cigéo et son financement](#). On est loin du compte : des hypothèses optimistes, des choix de conception et d'organisation qui n'ont fait l'objet d'aucune validation, des variantes proposées qui peuvent faire évoluer le coût de quelques milliards d'euros et qui « *présentent potentiellement un impact important sur le niveau de sûreté* », des frais de recherche qui s'élèveraient à quelques milliards d'euros et qui n'ont pas été évalués....

L'ANDRA est incapable de chiffrer un projet industriel qui évolue sans cesse

Lors du débat public organisé en 2013, contesté aujourd'hui par quatre associations qui demandent son annulation [1], le dossier "Coûts" était vide. Normal, la conception industrielle devant sans cesse intégrer de nouvelles données, ainsi :

- un inventaire des matières à enfouir en constante augmentation
- les risques liés à l'enfouissement des déchets MAVL (Moyenne activité à vie longue), révélés par des experts indépendants et non pris en compte par les exploitants,
- le concept de réversibilité toujours en attente de définition
- des installations de surface et des provisions foncières évolutives...

Cette estimation des coûts de Cigéo repose encore sur la poursuite de la production électronucléaire, le mythe du "recyclage" des matières radioactives et de la prolongation de la durée de fonctionnement des 58 réacteurs français.

Des provisions largement insuffisantes

5 milliards sont actuellement provisionnés, pour construire un centre d'enfouissement souterrain dont les coûts s'élèveraient à 34,5 milliards d'euros ; voire 41,2 milliards selon la Cour des Comptes [2].

La quasi totalité de ces provisions sont des actions sujettes aux aléas de la Bourse, voire mal sécurisées. Ce montage financier inconséquent, de la part d'une des premières entreprises de France, dépasse tout entendement.

La première étape du projet Cigéo, que l'ANDRA nomme « phase pilote » et durant laquelle seraient enfouis les premiers déchets nucléaires, pourrait englober à elle seule plus de 6 milliards d'euros.

EDF et AREVA, en pleine déroute financière, font pression sur l'ANDRA pour minimiser les coûts

En février 2011, EDF voulant favoriser "une architecture moins chère", redessinait le projet et proposait un enfouissement à 15 milliards d'euros au lieu des 36 alors évoqués par l'ANDRA. Un procédé dénoncé par certains députés, ainsi que par la Commission Nationale d'Évaluation (CNE), inquiets quant à l'impact sur la sécurité d'une conception "low cost". Pour autant, les années

suivantes, l'ANDRA a intégré des phases d'"optimisation" (procédés industriels, conception des galeries, mode de creusement, etc.). En toute indépendance ?

La chute catastrophique de cotation d'EDF et d'AREVA depuis fin 2015 ne fait qu'aggraver la situation. En janvier 2016, EDF, AREVA et le CEA contestent le chiffrage global de l'ANDRA (34,5 Milliards€). Ils proposent un coût de 20 Milliards€, revoyant encore à la baisse la prise en compte de la sécurité de riverains jamais conviés aux décisions.

Une évidence s'impose, le nucléaire est en faillite. Aujourd'hui, à l'annonce de ces estimations du coût de Cigéo, EDF, récemment éjecté du CAC 40, a vu son action passer sous la barre des 12 euros. Les actions d'EDF et d'AREVA atteignent des abysses historiques. Qui payera la note ?

Les producteurs de déchets nucléaires n'ont pas les moyens de les gérer, c'est sur cela qu'il faut légiférer !

La proposition de projet de loi Cigéo "sauve qui peut", déposée par le député Jean-Yves Le Déaut fin 2015, est obsolète, non avenue et inutile. En 2016, l'ensemble de la classe parlementaire doit s'interroger au plus vite sur la validité d'une filière électro-nucléaire qui n'a pas les moyens financiers de gérer ses propres déchets. Il faut mobiliser tous les moyens possibles pour sortir du nucléaire au plus vite.

La Coordination Burestop et le Réseau Sortir du nucléaire dénoncent la politique du déni de réalité pratiquée en matière de gestion des déchets nucléaires et demandent que soit évaluée enfin la validité de la filière électronucléaire

Les travaux d'investigations et de préparation engagés par l'ANDRA depuis septembre 2015 pour engager une "phase pilote" au projet Cigeo sans aucune autorisation, ni aucune légalité juridique, doivent cesser immédiatement. La gestion des déchets nucléaires, mal préparée, mal évaluée par les opérateurs du nucléaire, doit être entièrement réexaminée.

Enfin, quel que soit l'avenir du projet d'enfouissement Cigéo, les milliers d'hectares acquis par l'ANDRA autour du Bure, Lorraine et en Champagne-Ardenne, ne doivent en aucun cas être transformés en site d'entreposage de surface de longue durée des déchets atomiques, ou, en quelques mots, en poubelle nucléaire de substitution. Nous y veillerons.

Déchets nucléaires : surtout ne pas enfouir, arrêter d'en produire !

Coordination BURESTOP (BURESTOP 55 + EODRA + BZL + HABITANTS VIGILANTS + MNE + MIRABEL LORRAINE ENVIRONNEMENT)

www.burestop.eu - mirabel-lne.asso.fr - <https://burezoneblog.over-blog.com>

Contacts : 09 81 98 30 12 - 06 86 74 85 11

Réseau "Sortir du nucléaire" 06 64 66 01 23

Notes

[1] https://mirabel-lne.asso.fr/content/bure_recours_CNDP

[2] https://mirabel-lne.asso.fr/content/macron_cout_cigeo